MOVIMENTO EUROPEO
CONSIGLIO ITALIANO

IL PRESIDENTE

Le nationalisme, c'est la guerre, qui n'est pas seulement notre passé, mais qui peut être notre avenir.
(François Mitterrand, 17 janvier 1995)

Elon Musk a relancé, dans la nuit de samedi à dimanche sur X, l'idée d'un mouvement nationaliste européen « pour rendre l'Europe plus grande » en reprenant le slogan MEGA (*Make Europe Great Again*) exploité par Viktor Orban pour les six mois de présidence tournante du Conseil de l'Union européenne que lui a été permis par la couardise de toutes les institutions européennes (Conseil européen, Commission et Parlement européen) à la seule exception de la Cour de Justice qui en avait pointé les risques mais qui n'a pas le pouvoir de retirer les pouvoirs à un Etat membre qui viole l'Etat de droit.

Comme on le sait, le slogan vise à imiter le message *Make America Great Again* (MAGA) au cœur de la campagne présidentielle de Ronald Reagan qui a gouverné les États-Unis de 1981 à 1989 lors d'une phase politique caractérisée par une politique économique conservatrice de l'offre (*Reaganomics*) et une augmentation des dépenses militaires (*Strategic Defense Initiative*) et qui a été relancé par Donald Trump en 2016 puis en 2024.

L'idée d'une alliance mondiale des mouvements nationalistes à partir de l'Europe a été portée avant Elon Musk par Steve Bannon qui a œuvré à la création d'un réseau de partis d'extrême droite, qui a été conseiller de Donald Trump en 2017, qui a été arrêté et inculpé pour conspiration et blanchiment d'argent, et qui a été gracié par Donald Trump quelques heures avant la fin de son mandat.

On ne se rend pas assez compte qu'on ne peut pas combattre et vaincre le nationalisme des Etats par un nationalisme géopolitiquement supérieur en imaginant un monde contrôlé par des organisations d'intégration régionale où chacun défend ses intérêts (supra-)nationaux, sa compétitivité économique et productive, sa finance, sa sécurité stratégique, c'est-à-dire où prévaut le principe d'une souveraineté absolue transférée de l'intérieur des Etats à l'intérieur des organisations d'intégration régionale.

Nous devons bien réfléchir à ce que nous disait François Mitterrand à Strasbourg le 17 janvier 1995, un an avant sa mort, lorsqu'il nous invitait à « *surmonter notre histoire* », en nous avertissant que « *si nous ne parvenons pas à la surmonter, nous devons savoir qu'une règle s'imposera d'elle-même : le nationalisme, c'est la guerre, la guerre n'est pas seulement notre passé, elle peut aussi être notre avenir* ».

L'image du monde d'aujourd'hui est celle du chaos, et comme la politique a horreur du vide, la division du monde entre l'impérialisme soviétique et l'hégémonie américaine a fait place à un système bipolaire sino-américain qui sape le multilatéralisme avec une mondialisation gouvernée par les grandes entreprises et la finance agressive, dont Elon Musk est l'exemple.

Ayant définitivement mis fin à l'impérialisme soviétique avec une Russie progressivement reléguée au rôle de puissance régionale, la bipolarité est désormais représentée stratégiquement, politiquement, économiquement et technologiquement par l'hégémonie des États-Unis et la puissance globale de la Chine, qui utilise l'outil géopolitique impérialiste contre le Global South et la force de son commerce et de sa technologie pour imposer son modèle de capitalisme d'État au monde.

L'interdépendance de la politique intérieure et de la politique étrangère aux États-Unis doit nous faire prendre conscience que la tendance traditionnelle des États-Unis à l'isolationnisme s'accompagne, avec Donald Trump, de l'idéologie souverainiste qui a déjà exercé une forte influence dans le monde entre 2016 et 2020 et l'exercera encore davantage jusqu'en 2028, car les impulsions souverainistes ont entre-temps augmenté dans le monde entier.

La réponse européenne au programme « *Make America Great Again* » de Donald Trump ne peut donc pas être le slogan égal et parallèle « *Make Europe Great Again* » en remplaçant le nationalisme des États par un improbable et dangereux nationalisme européen et en unifiant la souveraineté des différents patriotes avec l'idée d'une patrie européenne souveraine destinée à accroître le chaos et les conflits internationaux.

La voie à suivre est plutôt celle d'une autonomie stratégique européenne croissante en matière de recherche, de développement de nouvelles technologies à commencer par les énergies renouvelables et alternatives et l'infosphère, de convergence sociale et environnementale comme objectif pour assurer la compétitivité, de coopération internationale avec les pays exportateurs de matières premières et de main d'œuvre qui inclut une politique migratoire accueillante et inclusive, de formation tout au long de la vie et de solidarité intergénérationnelle.

Tout cela nécessite un budget pluriannuel substantiel financé par des ressources propres et une dette commune pour investir dans des biens publics européens et non dans une série de projets nationaux comme c'était le cas avec le NGEU.

Toujours dans le cadre de l'autonomie stratégique, il y a la création d'un instrument militaire commun tel qu'envisagé par le Conseil européen en 1999 pour atteindre tous les objectifs des missions de Petersberg de nature humanitaire et de sauvetage, de maintien de la paix et de gestion des crises, y compris ceux de rétablissement de la paix (*peace keeping*, *peace building* et *peace enforcement*), de contrôle du respect des traités internationaux et de lutte contre le terrorisme.

La création de cet instrument ne nécessitera pas des dépenses accrues, à l'exception d'investissements industriels dans les nouvelles technologies, mais une interopérabilité effective entre les forces armées nationales et entre les services de renseignement.

En donnant corps à un projet durable de gouvernance internationale et de souveraineté partagée - inspiré de l'Agenda 2030 et fondé sur le Pacte d'avenir adopté par le Sommet

des Nations unies du 22 septembre 2024 en comblant ses silences dans la lutte contre la désinformation, dans la priorité donnée à la finance éthique, dans la gestion équitable des flux migratoires et dans la lutte contre le changement climatique - la réponse européenne au souverainisme de Donald Trump et à l'impérialisme de Xi Jinping doit redécouvrir et relancer la valeur politique et culturelle du Manifeste de Ventotene dans sa dimension internationale de lutte contre les souverainetés absolues.

Rome, 4 février 2025

PIER VIRGILIO DASTOLI